



Cote  
folio  
FRC  
28420

# DÉCLARATION DU ROI,

*QUI fixe à six mois le délai pendant lequel les déclarations de défrichemens pourront être contredites par les Communautés d'Habitans ou les Décimateurs.*

Donnée à Fontainebleau le 7 Novembre 1775.

*Registrée en Parlement le 9 Décembre 1775.*



LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront; SALUT. Le feu Roi voulant donner des encouragemens à ceux qui avoient entrepris ou entreprendroient de défricher des landes & terres incultes, a prescrit, par sa Déclaration du treize Août mil sept cent soixante-six, les formalités qu'ils devoient suivre pour jouir des avantages y portés. L'article II les assujettit à des déclarations aux Greffes des Justices Royales & des Elections; & l'article III veut que les Entrepreneurs en fassent afficher copie à la porte de la Paroisse, par un Huissier qui en dresse procès-verbal.

L'objet de ces affiches est de donner aux Décimateurs & Curés, & aux Habitans, les moyens de vérifier les déclarations, & de les contredire, s'ils croyoient avoir des motifs de le faire. Mais il a été omis de fixer un terme à leurs recherches, qui doivent néanmoins avoir des bornes, pour assurer aux défricheurs la tranquillité de leurs travaux. Nous avons pensé qu'un délai de six mois seroit suffisant pour mettre les Intéressés à portée de vérifier les déclarations & de se pourvoir. A CES CAUSES & autres, à ce Nous mouvant, de l'avis de notre Conseil & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, Nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces présentes, signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît ce qui suit :

#### A R T I C L E P R E M I E R.

LES déclarations de défrichemens ordonnées par la Déclaration du 13 Août 1766, qui auront été affichées conformément à icelle, six mois avant l'enregistrement de la présente Déclaration, ne seront plus susceptibles de contradiction de la part des Décimateurs, Curés & Habitans, si pendant ledit espace de temps ils ne se sont point pourvus contre lesdites déclarations.

#### I I.

Si le procès-verbal d'affiche est fait dans les six mois antérieurs à la présente Déclaration, les Décimateurs, Curés & Habitans auront, pour se pourvoir contre les Déclarations de défrichemens, le temps qui s'en manquera pour parfaire le terme de six mois, à compter du jour de l'affiche, après lequel temps ils ne seront plus reçus à se pourvoir.



A l'égard des déclarations de défrichemens qui seront faites postérieurement à l'enregistrement de la présente Déclaration, les Décimateurs, Curés & Habitans auront six mois pour les contredire & se pourvoir ; & ce à compter du procès-verbal d'affiche, passé lequel délai ils ne seront plus reçus à se pourvoir, ni les Entrepreneurs de défrichemens être par eux inquiétés pour raison de la dîme ou de la taille. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces présentes ils ayent à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder, observer & exécuter selon leur forme & teneur : CAR tel est notre plaisir. DONNÉ à Fontainebleau le septieme jour du mois de Novembre, l'an de grace mil sept cent soixante-quinze, & de notre regne le deuxieme. *Signé LOUIS. Et plus bas :* Par le Roi, DE LAMOIGNON. Vu au Conseil TURGOT. Et scellée du grand sceau de jaune.

*Registree, oui, & ce requérant le Procureur Général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur : Et copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du Ressort, pour y être lue, publiée & registrée : Enjoint aux Substituts du Procureur Général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans le mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, les Grand'Chambre & Tournelle assemblées, le neuf Décembre mil sept cent soixante-quinze.*

*Signé Y S A B E A U*

A PARIS, chez P. G. SIMON, Imprimeur du Parlement,  
rue Mignon Saint André-des-Arcs. 1775.

27 et 28 Germinal an 2

Concernant la répression des conspirations,  
séjournement des ex-nobles, des étrangers,  
et la police générale de la République.

*écrit*

*G*

*Amis*

297